

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,  
Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>** Dans l'article 5 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1985 et 18 avril 1985, les numéros d'ordre et les libellés des prestations 0430-303295-303306, 0431-303310-303321, 0432-303332-303343, 0435-303391-303402 et 0436-303413-303424 ainsi que ceux des prestations 0420-303472-303483 à 0426-303553-303564 sont remplacés par les numéros d'ordre et les libellés suivants qui viennent s'ajouter après la prestation n° 0438-303450-303461 :

\* 303671 - 303682.

\* Obturation sans dévitalisation chez le bénéficiaire à partir de son 12<sup>e</sup> anniversaire, une face ..... L 20.  
303693 - 303704.

\* Obturation sans dévitalisation chez le bénéficiaire à partir de son 12<sup>e</sup> anniversaire, deux faces ..... L 25.  
303715 - 303726.

\* Obturation sans dévitalisation chez le bénéficiaire à partir de son 12<sup>e</sup> anniversaire, plus de deux faces ..... L 30.  
303730 - 303741.

\* Traitement et obturation radiculaire de dent montrant un canal, chez le bénéficiaire à partir de son 12<sup>e</sup> anniversaire ..... L 25.  
303752 - 303763.

\* Traitement et obturation radiculaire de dent montrant plusieurs canaux, chez le bénéficiaire à partir de son 12<sup>e</sup> anniversaire ..... L 40. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1986.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires sociales.

J.-L. DEHAENE

F. 85 — 2641 (81 — 737)

**Annulation partielle par le Conseil d'Etat**

Par deux arrêts nos 25832 et 25833 du 8 novembre 1985 de la III<sup>e</sup> chambre du Conseil d'Etat, est annulé l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b, I, de l'arrêté royal du 27 avril 1981 modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques, en ce qu'il supprime les spécialités Bricanyl et Ventolin, de l'annexe I dudit arrêté royal du 2 septembre 1980.

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES  
ET MINISTERE DES FINANCES**

F. 85 — 2642

**19 NOVEMBRE 1985.** — Arrêté ministériel relatif aux modalités des communications concernant les contrats à tempérament, à effectuer à et par la Banque Nationale de Belgique

Le Ministre des Affaires économiques,  
Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1985 relatif à l'enregistrement de contrats à tempérament, notamment l'article 4, dernier alinéa, l'article 5, premier alinéa, et l'article 12;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,  
Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1985 en 18 april 1985, worden de rangnummers en de omschrijvingen van de verstrekkingen 0430-303295-303306, 0431-303310-303321, 0432-303332-303343, 0435-303391-303402 en 0436-303413-303424 alsmede die van de verstrekkingen 0420-303472-303483 tot 0426-303553-303564 vervangen door de volgende rangnummers en omschrijvingen, die worden toegevoegd na de verstrekking nr. 0438-303450-303461 :

\* 303671 - 303682.

\* Tandvulling zonder devitalisatie bij de rechthebbende vanaf zijn 12<sup>e</sup> verjaardag, één vlak ..... L 20.  
303693 - 303704.

\* Tandvulling zonder devitalisatie bij de rechthebbende vanaf zijn 12<sup>e</sup> verjaardag, twee vlakken ..... L 25.  
303715 - 303726.

\* Tandvulling zonder devitalisatie bij de rechthebbende vanaf zijn 12<sup>e</sup> verjaardag, meer dan twee vlakken ..... L 30.  
303730 - 303741.

\* Behandeling en wortelkanaalvulling van een tand met één wortelkanaal, bij de rechthebbende vanaf zijn 12<sup>e</sup> verjaardag ..... L 25.  
303752 - 303763.

\* Behandeling en wortelkanaalvulling van een tand met meerdere wortelkanalen, bij de rechthebbende vanaf zijn 12<sup>e</sup> verjaardag ..... L 40. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1986.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 december 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken.

J.-L. DEHAENE

N. 85 — 2641 (81 — 837)

**Gedeeltelijke nietigverklaring door de Raad van State**

Wordt nietig verklaard door twee arresten nrs. 25832 en 25833 van 8 november 1985 van de III<sup>e</sup> kamer van de Raad van State, artikel 1, 1<sup>o</sup>, b, I, van het koninklijk besluit van 27 april 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische verstrekkingen, in zover het de specialiteiten Bricanyl en Ventolin, van bijlage I van genoemd koninklijk besluit van 2 september 1980, afschaft.

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN**

N. 85 — 2642

**19 NOVEMBER 1985.** — Ministerieel besluit betreffende de nadere regelen van de mededelingen in verband met afbetalingscontracten, die te verrichten zijn bij en door de Nationale Bank van België

De Minister van Economische Zaken,  
De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1985 betreffende de registratie van afbetalingscontracten, inzonderheid op artikel 4, laatste lid, artikel 5, eerste lid, en artikel 12;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Vu l'urgence résultant de l'obligation pour la Banque Nationale de Belgique, et pour les personnes morales et physiques tenues à communiquer leurs contrats et à consulter la centrale des crédits à la consommation, de prendre les mesures nécessaires pour que celle-ci soit opérationnelle dans les délais imposés par l'article 11 de l'arrêté royal du 15 avril 1985 relatif à l'enregistrement de contrats à tempérament;

Arrêtent :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- la « loi », la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement;
- l'« arrêté royal », l'arrêté royal du 15 avril 1985 relatif à l'enregistrement de contrats à tempérament;
- la « centrale », la centrale des crédits à la consommation instituée par l'arrêté royal du 15 avril 1985;
- la « Banque », la Banque Nationale de Belgique;
- « prêteur » ou « vendeur », la personne physique ou morale agréée en application de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement ou dispensée de l'agrément en vertu de cette loi.

**Art. 2.** Par le terme « montant » figurant à l'article 2 de l'arrêté royal, il faut entendre :

- pour les ventes à tempérament, le montant à financer visé à l'article 4, § 1er, 8<sup>o</sup>, de la loi;
- pour les prêts à tempérament, le montant nominal du prêt à tempérament diminué du premier paiement si celui-ci est effectué au prêteur au moment du contrat, tel que visé à l'article 13, 3<sup>o</sup>, de la loi;
- pour les bons d'achat et titres semblables, le montant nominal de ceux-ci;
- pour les prêts personnels à tempérament, le montant nominal visé à l'article 19ter, 3<sup>o</sup>, de la loi.

**Art. 3.** Le prêteur ou le vendeur doit signaler à la centrale, en même temps que les contrats visés à l'article 2 de l'arrêté royal, les parties qui y interviennent en qualité d'acheteur, d'emprunteur ou de garant.

La première notification d'un contrat contient les éléments d'identification ci-après de l'acheteur, de l'emprunteur ou du garant :

- le nom, la dénomination ou la raison sociale;
- le premier prénom officiel d'une personne physique;
- la date de naissance d'une personne physique, exprimée par le numéro du jour, du mois et de l'année;
- s'il s'agit d'une personne morale, le numéro de TVA ou, à défaut, le numéro de registre national;
- le sexe;
- le domicile ou le siège social identifié par le nom de la voie, le numéro de l'immeuble et éventuellement de la boîte postale, le nom de la localité et le code postal;
- la nationalité.

Les informations relatives à la situation débitrice qui doivent accompagner la première notification à la centrale d'un acheteur, d'un emprunteur ou d'un garant, conformément à l'article 3, b) de l'arrêté royal, figurent dans l'annexe 1 du présent arrêté.

**Art. 4.** Les informations à communiquer par le prêteur ou le vendeur, en vertu de l'article 3, b) de l'arrêté royal, pour permettre de suivre l'évolution des situations débitrices, sont mentionnées dans l'annexe 2 du présent arrêté.

La cession totale ou partielle des droits découlant des contrats régis par la loi, à une personne physique ou morale agréée ou dispensée par la loi de l'agrément, implique pour le cessionnaire l'obligation d'assurer la communication à la centrale de la situation débitrice et son évolution. Lorsque cette cession s'effectue en faveur d'une personne non agréée ou non dispensée de l'agrément, qui ne s'est pas engagée envers la Banque à effectuer elle-même cette communication, le cédant reste obligé d'assurer cette communication.

**Art. 5.** Pour application de l'article 2 de l'arrêté royal, une échéance non honorée dans sa totalité est à considérer comme un retard de paiement ou de remboursement d'une échéance,

Tout crédit dénoncé conformément aux prescriptions des articles 10, 19 et 19octies de la loi est signalé comme tel à la centrale; les renseignements à communiquer sont repris dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Gelet op de hoogdringendheid ingevolge de verplichting voor de Nationale Bank van België, en voor de rechtspersonen en natuurlijke personen die ertoe gehouden zijn hun contracten mede te delen en de verbruikerskredietcentrale te ondervragen, de nodige maatregelen te treffen teneinde de verbruikerskredietcentrale operationeel te maken binnen de termijnen, opgelegd door artikel 11 van het koninklijk besluit van 15 april 1985 betreffende de registratie van afbetalingscontracten;

Besluiten :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- de « wet », de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering;
- het « koninklijk besluit », het koninklijk besluit van 15 april 1985 betreffende de registratie van afbetalingscontracten;
- de « centrale », de verbruikerskredietcentrale ingesteld bij koninklijk besluit van 15 april 1985;
- de « Bank », de Nationale Bank van België;
- « uitlener » of « verkoper », de natuurlijke of rechtspersoon erkend in toepassing van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering of vrijgesteld van erkenning krachtens die wet.

**Art. 2.** Onder de term « bedrag » voorkomend in artikel 2 van het koninklijk besluit, wordt verstaan :

- voor de verkopen op afbetaling, het te financieren bedrag bedoeld in artikel 4, § 1, 8<sup>o</sup>, van de wet;
- voor de leningen op afbetalingen, het nominaal bedrag van de lening op afbetaling verminderd met de eerste betaling indien deze bij het sluiten van het contract wordt gedaan, zoals bedoeld in artikel 13, 3<sup>o</sup>, van de wet;
- voor de aankoopbons en soortgelijke titels, hun nominaal bedrag;
- voor de persoonlijke leningen op afbetaling, het nominaal bedrag zoals bedoeld in artikel 19ter, 3<sup>o</sup>, van de wet.

**Art. 3.** De uitlener of de verkoper moet, op hetzelfde ogenblik als de mededeling van de contracten bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit, de partijen melden die erin tussenkomen in de hoedanigheid van koper, lener of borg.

De eerste melding van een contract bevat voor de koper, lener of borg volgende identificatiegegevens :

- de naam, de maatschappelijke naam of benaming;
- de officiële eerste voornaam van een natuurlijke persoon;
- de geboortedatum van een natuurlijke persoon, uitgedrukt door het nummer van de dag, van de maand en van het jaar;
- indien het over een rechtspersoon gaat, het BTW-nummer of, bij gebreke ervan, het nummer van het Rijksregister;
- het geslacht;
- de woonplaats of maatschappelijke zetel bepaald door de naam van de weg, het nummer van het gebouw en desgevallend het busnummer, de benaming van de gemeente en de postcode;
- de nationaliteit.

De inlichtingen betreffende de debettoestand die de eerste melding van een koper, lener of borg aan de centrale moeten vergezellen overeenkomstig artikel 3, b) van het koninklijk besluit, zijn vervat in bijlage 1 van dit besluit.

**Art. 4.** De krachtens artikel 3, b) van het koninklijk besluit door de uitlener of de verkoper te melden inlichtingen die moeten toelaten de ontwikkeling van de debettoestanden te volgen, zijn vervat in bijlage 2 van dit besluit.

De volledige of gedeeltelijke overdracht van de rechten verbonden aan de contracten die vallen onder de toepassing van de wet, aan een erkende of van erkenning vrijgestelde natuurlijke of rechtspersoon, brengt voor de overnemer de verplichting mee om de mededeling van de debettoestand en de evolutie ervan aan de centrale te verzekeren. Indien deze overdracht gebeurt ten gunste van een niet-erkende of niet van erkenning vrijgestelde persoon, die zich niet tegenover de Bank heeft verbonden om zelf die mededeling te verzichten, dan blijft de overdrager er toe verplicht die mededeling te verzekeren.

**Art. 5.** Voor de toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit, moet een niet volledig betaalde vervaldag beschouwd worden als een vertraging in de betalingen of in de terugbetalingen van een vervaldag.

Elk krediet, opgezegd overeenkomstig de bepalingen van artikelen 10, 19 en 19 octies van de wet, wordt als dusdanig aan de centrale gemeld; de te melden gegevens zijn vervat in bijlage 1 van dit besluit.

**Art. 6.** Les communications à la centrale peuvent être regroupées par quinzaine.

**Art. 7.** Les délais de conservation des informations enregistrées par la centrale sont les suivants :

— pour les informations relatives aux retards de remboursement : un an à partir de la date d'enregistrement de la communication du retour du contrat à l'exécution normale;

— pour les informations relatives aux contrats dénoncés pour lesquels il n'y a pas eu extinction de la dette : dix ans à partir de la date de dénonciation;

— pour les informations relatives aux contrats dénoncés pour lesquels il y a eu extinction de la dette : deux ans à partir de la date d'enregistrement de la communication de l'extinction de la dette.

Le délai de conservation des informations n'excède toutefois pas dix ans à partir de la date du premier enregistrement.

À l'expiration de ces délais, la Banque ne redistribue plus ces informations et peut les éliminer des fichiers de la centrale.

**Art. 8.** Le prêteur ou le vendeur peut mandater d'autres personnes pour faire et recevoir les communications; il doit en aviser la centrale.

En cas de retrait d'agrément, le prêteur ou le vendeur reste soumis à l'obligation de communication pour les contrats dont il assume encore la responsabilité; si le retrait est consécutif à une déclaration de faillite ou à une liquidation de société, les curateurs ou les liquidateurs reprennent les obligations de notification qui incombent aux personnes déclarées en faillite ou aux sociétés en liquidation.

**Art. 9.** Les demandes de renseignement à la centrale émanant de personnes parties à une convention enregistrée, et effectuées en application de l'article 5, a) de l'arrêté royal, doivent être formulées par écrit. La signature du demandeur doit être légalisée.

Pour être recevables, ces demandes doivent être accompagnées d'une photocopie de la convention ou, à défaut de celle-ci, des informations reprises à l'annexe 3 du présent arrêté.

Les demandes de renseignements peuvent porter sur un ou plusieurs contrats individualisés.

Les personnes visées à l'article 5, a) de l'arrêté royal, peuvent autoriser un tiers à demander des renseignements sur leur contrat; dans ce cas, la demande écrite du tiers doit porter une signature légalisée et être accompagnée d'une procuration portant la signature légalisée de la personne qui a donné l'autorisation.

**Art. 10.** En réponse à toute demande de renseignements recevable émanant de personnes parties à une convention, la Banque communique les informations figurant à l'annexe 4 du présent arrêté.

La réponse est envoyée, par pli postal ordinaire, à l'adresse de l'acheteur, de l'emprunteur, du garant ou de son mandataire, qui aura été mentionnée dans la demande de renseignements.

**Art. 11.** Les demandes de renseignements à la centrale émanant de personnes physiques ou morales visées à l'article 5, b) et c) de l'arrêté royal, doivent individualiser les personnes sur lesquelles porte la demande par les éléments suivants :

- nom, prénom et date de naissance des personnes physiques;
- dénomination sociale, numéro de TVA ou de registre national des personnes morales.

Ces demandes peuvent être formulées par téléprocessing, par télex ou par écrit. Les demandes par téléprocessing ou par télex doivent être introduites par le mot de passe qui sera communiqué par la Banque. Celles par écrit ne seront acceptées que si elles portent la signature de personnes dont l'identité a été préalablement communiquée à la centrale.

**Art. 12.** Les personnes visées à l'article précédent peuvent, à leur choix, demander une réponse détaillée ou globale. Le contenu de ces réponses est indiqué dans l'annexe 5 du présent arrêté.

S'il s'avère que la demande de renseignements porte sur une personne non enregistrée dans la centrale, ce fait est mentionné dans la réponse.

**Art. 13.** L'obligation de consultation préalable de la centrale imposée par l'article 7 de l'arrêté royal, est remplie dès que la demande porte sur les acheteurs ou les emprunteurs potentiels dans le cadre des contrats visés à l'article 1er de l'arrêté royal, dont le montant, au sens de l'article 2 du présent arrêté ministériel, est supérieur ou égal au seuil fixé à l'article 2 de l'arrêté royal.

**Art. 6.** De meldingen aan de centrale mogen gegroepeerd per halve maand gebeuren.

**Art. 7.** De bewaringstermijnen voor de door de centrale geregistreerde inlichtingen zijn de volgende :

— voor de inlichtingen betreffende achterstallige terugbetalingen : één jaar vanaf de registratiedatum van de melding der terugkeer van het contract tot de normale uitvoering;

— voor de inlichtingen betreffende opgezegde contracten waarvan de schuld niet is uitgedoofd : tien jaar vanaf de datum van opzegging;

— voor de inlichtingen betreffende de opgezegde contracten waarvan de schuld is uitgedoofd : twee jaar vanaf de registratiedatum van de melding van uitdoving van de schuld.

De bewaringstermijn voor de inlichtingen overschrijdt evenwel niet de periode van tien jaar vanaf de datum van de eerste registratie.

Bij het verstrijken van deze termijnen, verdeelt de Bank deze inlichtingen niet meer en kan zij ze uit de bestanden van de centrale verwijderen.

**Art. 8.** De uitlener of de verkoper mag aan andere personen volmacht geven om de meldingen te verrichten en de antwoorden van de centrale te ontvangen; hij moet de centrale daarvan inlichten.

Ingeval zijn erkenning wordt ingetrokken, blijft de uitlener of de verkoper onderworpen aan deze meldingsplicht voor de contracten waarvoor hij de verantwoordelijkheid blijft dragen; indien de intrekking voortspuit uit een faling of uit een vereffening van vennootschap, nemen de curatoren of de vereffenaars de meldingsplicht over waartoe de in faling verklaarde personen of de vennootschappen in vereffening gehouden waren.

**Art. 9.** De aanvragen om inlichtingen bij de centrale uigaaende van personen die partij zijn bij een geregistreerde overeenkomst, en welke verricht worden in toepassing van artikel 5, a) van het koninklijk besluit, moeten schriftelijk gebeuren. De handtekening van de aanvrager moet worden gewettigd.

Om ontvankelijk te zijn, moet bij deze aanvragen een fotokopie van het contract worden gevoegd, of, bij gebreke daarvan, de inlichtingen die zijn vermeld in bijlage 3 van dit besluit.

De aanvragen om inlichtingen mogen betrekking hebben op één of meer geïndividualiseerde contracten.

De personen waarvan sprake in artikel 5, a) van het koninklijk besluit, mogen aan een derde toelaten om inlichtingen betreffende hun contract te vragen; in dat geval moet de geschreven aanvraag van de derde een gewettigde handtekening dragen en vergezeld zijn van een volmacht die de gewettigde handtekening draagt van de persoon die de toelating heeft gegeven.

**Art. 10.** In antwoord op elke ontvankelijke aanvraag om inlichtingen uitgaande van personen die partij zijn bij een overeenkomst, deelt de Bank de inlichtingen mede die opgesomd zijn in bijlage 4 van dit besluit.

Het antwoord wordt bij gewone post gezonden naar het adres van de koper, van de lener, van de borg of van zijn volmachtgever, die vermeld werd in de aanvraag om inlichtingen.

**Art. 11.** De aanvragen om inlichtingen bij de centrale die uitgaan van natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 5, b) en c) van het koninklijk besluit, moeten de personen individualiseren waarover de aanvraag gaat, bij middel van volgende gegevens :

- naam, voornaam en geboortedatum indien het gaat over natuurlijke personen;
- maatschappelijke benaming, BTW-nummer of rijksregister-nummer indien het gaat over rechtspersonen.

Deze aanvragen mogen verricht worden via teleprocessing, per telex of schriftelijk. De aanvragen via teleprocessing of per telex moeten ingediend worden met het paswoord dat door de Bank zal medegedeeld worden. De schriftelijke aanvragen zullen slechts aanvaard worden indien zij ondertekend werden door personen waarvan de identiteit vooraf aan de Bank werd bekendgemaakt.

**Art. 12.** De personen bedoeld in voorgaand artikel, hebben de keuze tussen een gedetailleerd of een globaal antwoord. De inhoud van deze antwoorden is in bijlage 5 van dit besluit aangegeven.

Indien blijkt dat de aanvraag om inlichtingen betrekking heeft op een niet in de centrale geregistreerd persoon, wordt dit feit in het antwoord vermeld.

**Art. 13.** De verplichting tot voorafgaandelijke raadpleging van de centrale, opgelegd door artikel 7 van het koninklijk besluit, is voldaan wanneer de aanvraag betrekking heeft op de potentiële kopers of leners in het kader van de contracten bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit, waarvan het bedrag, zoals bepaald in artikel 2 van het huidige besluit, hoger is dan of gelijk aan de drempel vastgesteld in artikel 2 van het koninklijk besluit.

**Art. 14.** Toute demande de renseignements relative à une personne déterminée, qui est parvenue à la centrale moins d'un mois avant la conclusion d'un contrat avec cette personne, ou sa modification, satisfait à l'obligation de consultation préalable visée à l'article 7 de l'arrêté royal.

**Art. 15.** Les personnes et institutions visées à l'article 5, b) et c) de l'arrêté royal, peuvent demander à la Banque de leur communiquer automatiquement, tous les quinze jours, les données enregistrées au nom des personnes qu'elles ont elles-mêmes signalées à la centrale en tant qu'acheteur, emprunteur ou garant. Cette communication est cependant limitée aux contrats qui n'ont pas été cédés.

Cet engagement doit porter au moins sur une période de douze mois consécutifs.

Une demande faite en exécution de l'alinéa 1 vaut la consultation préalable dont question à l'article 7 de l'arrêté royal.

**Art. 16.** Les personnes demandant à la Banque de rectifier des données enregistrées à leur nom doivent en faire la demande par écrit et y joindre :

— un extrait d'état civil, si la demande vise à une rectification d'éléments d'identification de personnes physiques;

— la photocopie du contrat ou de la mise en demeure visée à l'article 10, § 1er, 1<sup>o</sup>, à l'article 19, § 1er, ou à l'article 19 octies, § 1er, de la loi, ou du jugement prononcé en exécution de l'article 17 ou de l'article 19 quinquies ou octies, § 2, de la loi, si la demande vise à une rectification d'autres données du contrat.

**Art. 17.** Lorsque le bon fonctionnement de la centrale le permet ou le justifie, la Banque peut prévoir l'emploi, dans les communications, d'une identité abrégée, d'un numéro ou d'un indice alphanumérique d'identification des personnes et des éléments des contrats.

Bruxelles, le 19 novembre 1985.

Le Ministre des Affaires économiques,  
M. EYSKENS

Le Ministre des Finances,  
F. GROOTJANS

Annexe 1

(Application des articles 3 et 5)

*Informations devant figurer tant dans la première communication à la Centrale d'un retard de remboursement que dans la communication d'une dénonciation de crédit*

— Type de crédit : vente à tempérament, prêt à tempérament, prêt personnel à tempérament.

— Référence du contrat.

— Montant, principal et chargement, par échéance. Ce montant ne peut comprendre ni pénalités, ni intérêts moratoires, ni frais judiciaires.

— Nombre d'échéances.

— Périodicité des échéances.

— Date de la première échéance.

— Transfert du contrat, s'il y a lieu, avec indication du cessionnaire.

*Information complémentaire devant figurer dans la communication d'un retard de remboursement d'un crédit qui n'a pas été dénoncé*

Montant global des échéances en retard : principal et chargement.

*Informations complémentaires devant figurer dans la communication d'un crédit dénoncé*

— Date de la dénonciation.

— Montant exigible à cette date. Ce montant ne peut comprendre ni pénalités, ni intérêts moratoires, ni frais judiciaires.

Remarque : Pour certains éléments d'information, la Banque communiquera le code ou l'information abrégée à employer.

**Art. 14.** Iedere aanvraag om inlichtingen betreffende een bepaald persoon, die minder dan één maand vóór het sluiten of het wijzigen van een contract met deze persoon de centrale bereikte, voldoet aan de verplichting van voorafgaandelijke raadpleging waarvan sprake in artikel 7 van het koninklijk besluit.

**Art. 15.** De personen en instellingen bedoeld in artikel 5, b) en c) van het koninklijk besluit, kunnen aan de Bank vragen om automatisch, om de vijftien dagen, mededeling te krijgen van de gegevens geregistreerd op naam van de personen die zij zelf aan de centrale hebben gemeld als koper, leners of borg. Deze mededeling is echter beperkt tot de contracten die niet werden overgedragen.

Deze verbintenis moet ten minste aangegaan worden voor een periode van twaalf opeenvolgende maanden.

Een aanvraag die in uitvoering van de eerste alinea werd verricht, geldt als voorafgaande raadpleging waarvan sprake in artikel 7 van het koninklijk besluit.

**Art. 16.** De personen die aan de Bank een rectificatie vragen van de op hun naam geregistreerde gegevens, moeten die aanvraag schriftelijk verrichten met bijvoeging van :

— een uittreksel van de burgerlijke stand, indien de aanvraag een verbetering van identificatiegegevens van natuurlijke personen behelst;

— de fotokopie van het contract, van de ingebrekestelling bedoeld in artikel 10, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet of van het vonnis uitgesproken in uitvoering van artikel 17 of van artikel 19 quinquies of octies, § 2, van de wet, indien de aanvraag een rectificatie van andere contractgegevens behelst.

**Art. 17.** Indien de goede werking van de centrale het toelaat of rechtvaardigt, kan de Bank voor de meldingen het gebruik voorzien van een afgekorte identiteit, van een nummer of van een alfanumeriek kenteken ter aanduiding van de personen of elementen van de contracten.

Brussel, 19 november 1985.

De Minister van Economische Zaken,  
M. EYSKENS

De Minister van Financiën,  
F. GROOTJANS

Bijlage 1

(Toepassing van de artikelen 3 en 5)

*Inlichtingen die zowel moeten voorkomen in de eerste melding aan de centrale van een vertraging in de terugbetalingen als in de mededeling van een kredietopzegging*

— Type van het krediet : verkoop op afbetaling, lening op afbetaling, persoonlijke lening op afbetaling.

— Referentie van het contract.

— Bedrag, in hoofdsom en lasten, per vervaldag. Dit bedrag mag geen boetes, noch verwijlrenten, noch gerechtskosten omvatten.

— Aantal vervaldagen.

— Periodiciteit van de vervaldagen.

— Datum van de eerste vervaldag.

— In voorkomend geval, overdracht van het contract met aanduiding van de overnemer.

*Bijkomende inlichting die moet voorkomen in de eerste melding van een vertraging in de terugbetalingen van een krediet dat niet werd opgezegd*

Totaal bedrag van de betalingsachterstanden : hoofdsom en lasten.

*Bijkomende inlichtingen*

*die moeten voorkomen in de melding van een opgezegd krediet*

— Datum van opzegging van het krediet.

— Eisbaar bedrag op die datum. Dit bedrag mag geen boetes, noch verwijlrenten, noch gerechtskosten omvatten.

Opmerking : Voor bepaalde elementen van deze inlichtingen, zal de Bank de te gebruiken code of afkorting mededelen.

## Annexe 2

(Application de l'article 4)

*Informations devant figurer dans les communications relatives à l'évolution de la situation débitrice*

- Référence du contrat.
  - Transfert du contrat, s'il y échet, avec indication du cessionnaire.
  - Date et montant du dernier remboursement.
  - Montant global des échéances en retard, après le dernier remboursement.
  - Retour à l'exécution normale; à signaler quand plus aucune échéance en retard n'est due. Un retour à l'exécution normale ne peut être communiqué comme tel quand il y a eu notification de la dénonciation d'un crédit.
  - Extinction de la dette liée à un crédit dénoncé; la dette est considérée comme éteinte quand le principal, le chargement, les intérêts moratoires et tous les frais engagés ont été remboursés.
  - Créance considérée comme irrécupérable.
  - Montant de l'abandon de créance, s'il y échet.
- Remarque : Pour certains éléments d'information, la Banque communiquera le code ou l'information abrégée à employer.

## Annexe 3

(Application de l'article 9)

*Informations à communiquer à la Banque à l'appui d'une demande de renseignements adressée à la centrale*

A défaut de pouvoir transmettre à la Banque une photocopie de la convention à laquelle il est partie, l'acheteur, l'emprunteur, le garant ou son mandataire doit lui communiquer les informations suivantes pour chacun des contrats au sujet desquels il désire s'informer :

- Type de crédit : vente à tempérament, prêt à tempérament, prêt personnel à tempérament.
- Référence du contrat.
- Nom, prénom, raison ou dénomination sociale de l'acheteur, de l'emprunteur ou du garant, son domicile ou son siège social identifié, dans la demande, par la mention de la voie (rue, avenue, boulevard...), du numéro de l'immeuble, celui de la boîte postale, de la localité et du code postal.
- S'il s'agit d'une personne physique, date de naissance (jour, mois, année) de l'acheteur, de l'emprunteur ou du garant.
- Nom et prénom, raison sociale ou dénomination sociale du vendeur ou du prêteur; commune où se trouve son siège social ou son domicile.
- Nombre initial d'échéances.
- Montant d'une échéance.

## Annexe 4

(Application de l'article 10)

*Renseignements à communiquer par la Banque, en réponse aux demandes de renseignements formulées par les personnes parties à une convention répertoriée à la centrale*

La réponse contient les informations suivantes pour chaque contrat, qu'il ait été ou non dénoncé :

- Nom, prénom, dernière adresse complète et date de naissance des personnes enregistrées respectivement comme acheteur, emprunteur ou garant; s'il s'agit de personnes morales, dénomination ou raison sociale, et adresse du siège social.
- Nom, prénom, raison ou dénomination sociale de la personne ou de l'institution dont émanent les renseignements.
- Type de crédit : vente à tempérament, prêt à tempérament, prêt personnel à tempérament.
- Référence du contrat.
- Montant initial total dû en principal et en chargement : ce montant est obtenu en multipliant le montant par échéance par le nombre de celles-ci.
- Périodicité des échéances.
- Date de la première échéance.

## Bijlage 2

(Toepassing van artikel 4)

*Inlichtingen die moeten voorkomen in de melding betreffende de evolutie van de debiettoestand*

- Referentie van het contract.
  - In voorkomend geval, overdracht van het contract met aanduiding van de overnemer.
  - Datum en bedrag van de laatste terugbetaling.
  - Totaal bedrag van de betalingsachterstanden, na de laatste terugbetaling.
  - Terugkeer tot de normale uitvoering; mede te delen indien er geen vertraging meer is in de betalingen op vervaldag. Een terugkeer tot de normale uitvoering mag niet als zodanig worden medegedeeld indien het krediet werd opgezegd.
  - Uitdoving van de schuld aangaande het krediet dat werd opgezegd; de schuld wordt als uitgedoofd beschouwd van zodra de hoofdsom, de lasten, de verwijlntresten en alle aangegane kosten werden terugbetaald.
  - Schuldvordering die als niet recupererbaar wordt beschouwd.
  - In voorkomend geval, bedrag van de afstand van de vordering.
- Opmerking : Voor bepaalde elementen van deze inlichtingen, zal de Bank de te gebruiken code of afkorting mededelen.

## Bijlage 3

(Toepassing van artikel 9)

*Inlichtingen die aan de Bank verstrekt moeten worden, ter staving van een aanvraag om inlichtingen die aan de centrale is gericht*

Indien aan de Bank geen fotokopie kan worden voorgelegd van het contract waarin hij partij is, moet de koper, de lener, de borg of zijn lasthebber, voor elk contract waarover hij zich wenst te informeren, volgende inlichtingen verstrekken aan de Bank :

- Type van het krediet : verkoop op afbetaling, lening op afbetaling, persoonlijke lening op afbetaling.
- Referentie van het contract.
- Naam, voornaam, maatschappelijke naam of benaming van de koper, de lener of de borg en zijn woonplaats of maatschappelijke zetel, aangeduid door de vermelding van de weg (straat, laan...), van het nummer van het gebouw, van het busnummer, van de gemeente en van het postnummer.
- Indien het om een natuurlijke persoon gaat, geboortedatum (dag, maand, jaar) van de koper, de lener of de borg.
- Naam en voornaam of maatschappelijke naam of benaming van de verkoper of uitlener; de gemeente waar zijn maatschappelijke zetel of zijn woonplaats zich bevindt.
- Oorspronkelijk aantal vervaldagen.
- Bedrag van een vervaldag.

## Bijlage 4

(Toepassing van artikel 10)

*Inlichtingen die door de Bank moeten worden verstrekt in antwoord op de aanvragen om inlichtingen uitgaande van de personen die partij zijn bij een bij de centrale geregistreerde overeenkomst*

Voor elk contract, al dan niet opgezegd, bevat het antwoord volgende inlichtingen :

- Naam, voornaam, laatst beschikbaar volledig adres en geboortedatum van de personen die respectievelijk geregistreerd werden als koper, lener of borg; indien het over rechtspersonen gaat, maatschappelijke naam of benaming en adres van de maatschappelijke zetel.
- Naam, voornaam, maatschappelijke naam of benaming van de persoon of de instelling die de geregistreerde inlichtingen heeft verstrekt.
- Type van het krediet : verkoop op afbetaling, lening op afbetaling, persoonlijke lening op afbetaling.
- Referentie van het contract.
- Oorspronkelijk verschuldigd totaal bedrag in hoofdsom en lasten : dit wordt verkregen door het bedrag per vervaldag te vermenigvuldigen met het aantal vervaldagen.
- Periodiciteit van de vervaldagen.
- Datum van de eerste vervaldag.

*et, pour chaque contrat non dénoncé,*

— Dernier montant global des échéances en retard enregistré à la centrale et date d'enregistrement de ce montant. Celui-ci ne comprend ni les pénalités, ni les intérêts moratoires, ni les frais judiciaires.

— Date d'enregistrement du transfert du contrat, s'il y échet.

— Date d'enregistrement du retour à l'exécution normale, c'est-à-dire du fait que plus aucune échéance en retard n'est due.

— Montant de l'abandon de créance, s'il y échet.

*et, pour chaque contrat dénoncé,*

— Date de dénonciation effective du crédit et montant global exigible à cette date. Ce montant ne comprend ni les pénalités, ni les intérêts moratoires, ni les frais judiciaires.

— Date du transfert du contrat, s'il y échet.

— Dernier montant global exigible enregistré à la centrale avec date de cet enregistrement : montant global exigible à la date de dénonciation diminué des remboursements communiqués après la dénonciation du crédit. Ce montant ne comprend ni les pénalités, ni les intérêts moratoires, ni les frais judiciaires.

— Montant de l'abandon de créance, s'il y échet.

— Date d'enregistrement d'extinction de la dette, s'il y échet.

#### Annexe 5

(Application de l'article 12)

*Informations à communiquer par la Banque en réponse aux demandes de renseignements émanant des personnes visées à l'article 5, b) et c) de l'arrêté royal*

Réponse détaillée :

Elle contient les informations suivantes, pour chacun des contrats auxquels chaque personne citée dans la demande est partie en tant qu'acheteur, emprunteur ou garant :

- Identité complète et codée de la personne physique ou morale.
- Nature de sa participation au contrat : acheteur, emprunteur ou garant.
- Type de crédit : vente à tempérament, prêt à tempérament, prêt personnel à tempérament.
- Montant par échéance.
- Nombre d'échéances.
- Montant initial total dû en principal et chargement : ce montant est obtenu en multipliant le montant par échéance par le nombre de celles-ci.
- Périodicité des échéances.
- Date de la première échéance.

*et, pour chaque contrat non dénoncé,*

— Date d'enregistrement du transfert du contrat, s'il y échet.

— Date et montant du dernier remboursement.

— Montant global des échéances en retard, après enregistrement du dernier remboursement, sans pénalités, intérêts moratoires ni frais judiciaires.

— Créance jugée irrécupérable par la personne qui la détient, s'il y échet.

— Date d'enregistrement du retour à l'exécution normale, c'est-à-dire du fait que plus aucune échéance en retard n'est due.

— Montant de l'abandon de créance, s'il y échet.

*et, pour chaque contrat dénoncé,*

— Date de dénonciation effective du crédit et montant global exigible à cette date, sans pénalités, intérêts moratoires ni frais judiciaires.

— Date du transfert du contrat, s'il y échet.

— Date et montant du dernier remboursement.

*en, voor elk niet-opgezegd contract,*

— Laatste globaal bedrag van de vervaldagen in vertraging dat bij de centrale werd geregistreerd en datum van de registratie van dit bedrag. Dit bedrag bevat geen boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— In voorkomend geval, datum van registratie van de overdracht van het contract.

— Datum van registratie van de terugkeer tot de normale uitvoering, dwz. datum waarop er geen enkele achterstallige betaling meer was.

— In voorkomend geval, bedrag van de afstand van de vordering.

*en, voor elk opgezegd contract,*

— Datum van de effectieve opzegging van het krediet en totaal eisbaar bedrag op die datum. Dit bedrag bevat geen boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— In voorkomend geval, datum van overdracht van het contract.

— Laatste globaal eisbaar bedrag dat bij de centrale werd geregistreerd met de datum van die registratie : totaal eisbaar bedrag op de datum van opzegging van het krediet verminderd met het bedrag van de terugbetalingen die werden gemeld na de opzegging van het krediet. Dit bedrag bevat geen boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— In voorkomend geval, bedrag van de afstand van de vordering.

— In voorkomend geval, datum van registratie van de uitdoving van de schuld.

#### Bijlage 5

(Toepassing van artikel 12)

*Inlichtingen die door de Bank moeten worden medegedeeld in antwoord op de aanvragen om inlichtingen uitgaande van de personen bedoeld in artikel 5, b) en c) van het koninklijk besluit*

Gedetailleerd antwoord :

Voor elk contract waarin de persoon waarover wordt ondervraagd tussenkomt als koper, lener of borg, bevat dit antwoord volgende inlichtingen :

- Identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon, volledig en geodeerd.
- Zijn hoedanigheid in het contract : koper, lener of borg.
- Type van het krediet : verkoop op afbetaling, lening op afbetaling, persoonlijke lening op afbetaling.
- Bedrag per vervaldag.
- Aantal vervaldagen.
- Oorspronkelijk verschuldigd totaal bedrag, in hoofdsom en lasten : dit bedrag wordt verkregen door het bedrag per vervaldag te vermenigvuldigen met het aantal vervaldagen.
- Periodiciteit van de vervaldagen.
- Datum van de eerste vervaldag.

*en, voor elk niet-opgezegd contract,*

— In voorkomend geval, datum van registratie van de overdracht van het contract.

— Datum en bedrag van de laatste terugbetaling.

— Totaal bedrag van de betalingsachterstanden, na de registratie van de laatste terugbetaling. Dit bedrag omvat geen boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— In voorkomend geval, vordering die door de houder ervan als niet-recupereerbaar wordt beschouwd.

— Datum van registratie der terugkeer tot de normale uitvoering, dwz. datum waarop er geen enkele achterstallige betaling meer is.

— In voorkomend geval, bedrag van de afstand van de vordering.

*en, voor elk opgezegd contract,*

— Datum van de effectieve opzegging van het krediet en totaal eisbaar bedrag op die datum, met uitsluiting van boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— In voorkomend geval, datum van overdracht van het contract.

— Datum en bedrag van de laatste terugbetaling.

— Dernier montant global exigible enregistré et date de cet enregistrement : montant global exigible à la date de dénonciation diminué des remboursements communiqués après la dénonciation du crédit. Ce montant ne comprend ni les pénalités, ni les intérêts moratoires, ni les frais judiciaires.

— Créance jugée irrécupérable par la personne qui la détient, s'il y échet.

— Date de l'extinction de la dette; la dette est considérée comme éteinte quand le principal, le chargement, les intérêts moratoires et tous les frais engagés ont été remboursés.

— Montant de l'abandon de créance, s'il y échet.

#### Réponse globale :

Elle contient les informations suivantes pour le contrat ou l'ensemble des contrats conclus par chacune des personnes citées dans la demande :

— Identité complète et codée de la personne physique ou morale.

— Date du premier enregistrement de cette personne en tant qu'acheteur, emprunteur ou garant d'un contrat pour lequel il y a un retard de paiement ou de remboursement.

— Date de la dernière dénonciation d'un contrat auquel cette personne est partie en tant qu'acheteur, emprunteur ou garant.

— Nombre total de contrats enregistrés, dont nombre total de contrats dénoncés avec notification de l'extinction de la dette et nombre de contrats revenus à l'exécution normale.

— Nombre de contrats enregistrés dans lesquels il y a plusieurs acheteurs ou emprunteurs.

— Nombre de contrats enregistrés dans lesquels l'acheteur ou l'emprunteur a un (des) garant(s).

— Nombre total de contrats dans lesquels la personne citée dans la demande est garant.

— Montant initial dû en principal et chargement : ce montant est obtenu en multipliant le montant par échéance par le nombre d'échéances.

— Date du dernier remboursement.

— Montant total des échéances en retard, sans pénalités, intérêts moratoires ni frais judiciaires.

— Montant total exigible : pour le(s) contrat(s) dénoncé(s).

— Somme du montant total des échéances en retard et du montant total exigible pour l'ensemble des contrats, sans pénalités, intérêts moratoires ni frais judiciaires.

— Montant total des abandons de créances, s'il y échet.

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 85 — 2643

12 AOUT 1985. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 26 mars 1980 portant fixation du tarif des analyses effectuées par les laboratoires d'analyses de l'Etat et accordant aux acheteurs de certaines matières premières pour l'agriculture des facilités pour les faire analyser

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1891 portant réorganisation des laboratoires d'analyses de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1963 portant agrégation des laboratoires provinciaux, communaux ou privés;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 1980 portant fixation du tarif des analyses effectuées par les laboratoires d'analyses de l'Etat et accordant aux acheteurs de certaines matières premières pour l'agriculture des facilités pour les faire analyser;

Vu l'accord du Ministre des Relations Extérieures;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

— Laatste globaal eisbaar bedrag dat bij de centrale werd geregistreerd en datum van die registratie : totaal eisbaar bedrag op de datum van de opzegging van het krediet verminderd met het bedrag van de terugbetalingen medegegeeld na de opzegging van het krediet. Dit bedrag bevat geen boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— In voorkomend geval, schuldvordering die door de houder ervan als niet-recupereerbaar wordt beschouwd.

— Datum van de uitdoving van de schuld; de schuld wordt als uitgedoofd beschouwd van zodra de hoofdsom, de lasten en alle aange-gane kosten werden terugbetaald.

— In voorkomend geval, bedrag van de afstand van de vordering.

#### Globaal antwoord :

Voor het contract of het geheel van de contracten gesloten door elke persoon die in de aanvraag wordt vermeld, bevat het globaal antwoord volgende inlichtingen :

— Identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon, volledig en geco-deerd.

— Datum waarop die persoon voor het eerst werd geregistreerd als koper, lener of borg van een contract waarvoor er een verdrag in de betalingen of in de terugbetalingen is.

— Datum van de laatste opzegging van een contract waarin die persoon tussenkomt als koper, lener of borg.

— Totaal aantal geregistreerde contracten waarvan het totaal aantal opgezegde contracten met mededeling van de uitdoving van de schuld en van het aantal contracten die terug normaal worden uitgevoerd.

— Aantal geregistreerd contracten waarin verscheidene kopers of ontleners voorkomen.

— Aantal geregistreerde contracten waarin de koper of de lener (een) borg(en) heeft.

— Totaal aantal contracten waarin de in de aanvraag vermelde persoon borg is.

— Oorspronkelijk verschuldigd totaal bedrag in hoofdsom en lasten : dit bedrag wordt verkregen door het bedrag per vervaldag te vermenigvuldigen met het aantal vervaldagen.

— Datum van de laatste terugbetaling.

— Totaal bedrag van de vervaldagen in verdrag met uitsluiting van boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— Totaal eisbaar bedrag : voor het (de) opgezegde contract(en).

— Som van het totaal bedrag der vervaldagen in verdrag en van het totaal eisbaar bedrag voor het geheel der contracten, met uitsluiting van boetes, verwijlntresten en gerechtskosten.

— In voorkomend geval, totaal bedrag van de afstand van de vorderingen.

### MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 85 — 2643

12 AUGUSTUS 1985. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 26 maart 1980 houdende vaststelling van het tarief van de ontleding uitgevoerd door de rijkslaboratoria en waarbij aan de kopers van bepaalde grondstoffen voor de landbouw faciliteiten worden verleend om ze te laten ontleden

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmidde-len en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1891 tot herinrichting van de ontledingslaboratoria van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 houdende erkenning van provinciale, gemeentelijke of particuliere laborato-ria;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 maart 1980 houdende vast-stelling van het tarief van de ontleding uitgevoerd door de rijksla-boratoria en waarbij aan de kopers van bepaalde grondstoffen voor de landbouw faciliteiten worden verleend om ze te laten ontleden;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrek-kingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;